

# Conflits de mémoires, entraves à l'Europe

Ravive le débat des frontières est un jeu dangereux en Europe. De l'ex-Yougoslavie à la Pologne, en passant par l'Allemagne, la Hongrie et l'Ukraine, l'histoire enseigne qu'ériger, déplacer ou nier les lignes de partage provoque des guerres et ouvre des plaies, qui saignent longtemps dans les mémoires collectives. Chaque partie entretient, à sa manière, la flamme du souvenir. Ces conflits de mémoires ne hantent pas seulement l'est de notre continent, comme nous le rappellent l'Irlande du Nord ou l'Espagne.

Ils minent la confiance entre Européens les plus proches. Surmonter ces conflits, souvent insaisissables depuis l'extérieur, passe par un patient travail de vérité et de réconciliation, incarné au plus haut niveau par des gestes forts qui marquent les esprits bien au-delà... des frontières. Un tel travail a été analysé lors d'un récent colloque à Varsovie organisé par Initiatives de chrétiens pour l'Europe (IXE, dont les Semaines sociales de France font partie) et les Éditions Znak.

SÉBASTIEN MAILLARD



CHRIS STEELE-PERKINS / MAGNUM PHOTOS

## REPÈRES

### LES RÉCONCILIATIONS EN EUROPE DEPUIS 1945

- **9 mai 1950** : déclaration Schuman.
- **8 juillet 1962** : une « messe pour la paix » réunit le général de Gaulle et le chancelier allemand Konrad Adenauer à la cathédrale de Reims, où le 7 mai 1945, l'Allemagne avait signé sa capitulation sans condition.
- **18 novembre 1965** : au cours du concile Vatican II à Rome, les évêques polonais invitent leurs confrères allemands « au dialogue, à la réconciliation et à la fraternité » en vue de la célébration du millénaire du baptême de Mieszko I<sup>er</sup>. Les évêques allemands répondront le 5 décembre accueillir « avec un respect fraternel les mains tendues ».
- **7 décembre 1970** : Le chancelier allemand Willy Brandt s'agenouille devant le Mémorial du résistant juif du ghetto de Varsovie, demandant pardon au nom du peuple allemand pour les horreurs commises par les nazis. Il signe auparavant le traité de Varsovie par lequel la République fédérale d'Allemagne reconnaît la frontière germano-polonaise dessinée par le fleuve Oder et la rivière Neisse.
- **22 septembre 1984** : François Mitterrand et Helmut Kohl se tiennent longuement la main devant l'Ossuaire de Douaumont (Meuse), monument commémoratif dédié aux soldats de la bataille de Verdun de 1916.
- **12 septembre 1989** : le chancelier Kohl et le premier ministre polonais Tadeusz Mazowiecki participent à une messe de réconciliation entre leurs deux pays à Krzyzowa, village près de Wrocław où s'était réuni à partir de 1940 un groupe d'opposants aux nazis.
- **23 juillet 2004** : inauguration du Vieux pont de Mostar, reconstruit après sa destruction en 1993.
- **13 mai 2006** : le président de l'Ukraine Viktor Iouchtchenko, et son homologue polonais, Lech Kaczynski inaugurent à Pavlocom (Pologne) un monument en mémoire des Ukrainiens morts au cours des combats contre les Polonais en 1945.
- **17-21 mai 2011** : la reine d'Angleterre, Élisabeth II, effectue la première visite officielle d'un souverain britannique en Irlande depuis 1922.

**HENRYK WOZNIAKOWSKI**, président des Éditions catholiques Znak

## La force des gestes symboliques

Au fur et à mesure que le temps présent devient le passé, plus des témoins qui ont participé aux événements deviennent absents et plus la mémoire gagne de l'importance. Il s'agit de la mémoire collective, ce qui ne veut pas du tout dire unique. Cette mémoire existe dans l'espace laissé entre l'histoire des historiens et des manuels scolaires – plus ou moins figée, qui n'éveille plus de grands débats politiques, qui ne semble plus déterminer notre présent – et l'aujourd'hui, qui s'articule devant nos yeux, avec notre participation. C'est dans cet espace qu'habite la mémoire ou plutôt les mémoires, bien souvent conflictuelles. Elles participent vivement aux conflits identitaires collectifs, qui sont exploités politiquement, qui légitiment – ou délégitiment – nos actions dans le présent. Ainsi, pour ma génération de sexagénaires, la Seconde Guerre mondiale et l'histoire de l'Europe de l'après-guerre, qui a donné vie à l'Union européenne, se situe dans cet espace de la mémoire. Un espace encore flou, ouvert à diverses interprétations et exploitations.

Les mémoires conflictuelles en Europe, aussi bien à l'intérieur des nations qu'entre elles, sont des obstacles parmi les plus importants sur le chemin de l'intégration européenne. Des conflits de mémoires bloquent entièrement ou limitent l'accès aux ressources de la confiance et du capital social. Ce faisant, ils freinent le processus de création d'un peuple, d'un *démos* européen et, en conséquence, ils ralentissent l'évolution politique et institutionnelle, indispensables au succès du projet européen. Les conflits de mémoires affaiblissent aussi l'influence européenne, grâce à laquelle l'Union contribue positivement à l'évolution de ses voisins dans la perspective de leur éventuelle future adhésion.

Surmonter les conflits de mémoires constitue donc un devoir politique et un défi moral, que la crise rend encore plus impérieux. Les mémoires collectives sont et resteront différentes puisqu'elles sont aux fondements de nos identités. Mais il est important qu'elles disposent d'espaces communs afin d'entamer un dialogue entre elles et de construire une vision et une évaluation partagées des conflits du passé.

Est-ce possible et dans quelle mesure ? Quels moyens sont à notre disposition ? Quel rôle dans ce processus peuvent et doivent jouer les Églises et les religions ? Quelle signification avaient – et peut-être ont toujours – la réflexion, le travail inlassable et les gestes historiques de Jean-Paul II, surtout lors de ses nombreux pèlerinages dans les pays ou les conflits de

Comme l'a souligné l'ancien premier ministre polonais Tadeusz Mazowiecki, en conclusion du colloque, il n'existe pas de prescription universelle pour soigner des blessures anciennes toujours vives dans les mémoires et pour surmonter les conflits entre les uns et les autres. Mais il y a place pour de grandes inspirations de réconciliation cristallisées dans des gestes et actes très fructueux. À l'exemple de la rencontre entre Adenauer et de Gaulle à la cathédrale de Reims en 1962, de la lettre des évêques polonais aux évêques allemands de 1965, avec la phrase prophétique « *Nous vous pardonnons et nous demandons votre pardon* », de l'agenouillement du chancelier Willy Brandt devant le monument du ghetto à Varsovie en 1970, du geste

**Les mémoires collectives sont et resteront différentes puisqu'elles sont aux fondements de nos identités. Mais il est important qu'elles disposent d'espaces communs afin d'entamer un dialogue entre elles.**

mémoires abondent, comme c'est le cas de pays du centre et de l'est européens ? Le colloque sur ce thème qui s'est tenu fin mars à Varsovie (*lire les repères*) a montré qu'au sein de la problématique des mémoires conflictuelles et de la réconciliation, des émotions individuelles et collectives, les défis éthiques et les besoins de la politique, les questions identitaires et l'ouverture au dialogue s'entrelacent de manière particulièrement dramatique. Ces liens sont les plus inextricables dans les pays qui, dans un passé relativement récent, sont venus ou revenus dans la famille des pays démocratiques. Mais ils restent tenus dans les « vieilles démocraties » aussi.

de la paix entre Tadeusz Mazowiecki lui-même et le chancelier Helmut Kohl lors d'une messe à Krzyzowa en 1989, de la rencontre des présidents polonais, Lech Kaczynski, et ukrainien, Viktor Iouchtchenko, à Pawłokoma (Pologne) en 2006 dans l'intention de la réconciliation entre leurs deux pays, et de bien d'autres. Ces gestes, bien que la solution de problèmes ne puisse se limiter qu'à eux, sont des signes qui touchent les consciences individuelles. Car c'est là, au fond de nous tous et de chacun, que le travail de la mémoire et de réconciliation doit s'effectuer pour porter du fruit.





Cimetière à Sarajevo, en 1994.

## PAROLES

### ANNA WOLFF-POWESKA

Historienne à l'université Adam-Mickiewicz de Poznan (Pologne)

« Garder la pluralité des mémoires »

« L'idée d'un manuel d'histoire paneuropéen ne me paraît pas une solution réaliste aux conflits de mémoire. Chaque manuel scolaire est écrit dans sa propre perspective nationale. Un étudiant portugais ne va pas saisir la souffrance du peuple ukrainien. On ne peut pas niveler ces souffrances aujourd'hui. Il faut plutôt gérer la pluralité des mémoires et nous écouter les uns les autres. Il n'existe pas un modèle de réconciliation, mais des expériences à partager entre pays. »

### BORIS BARTHO

Membre de l'initiative Nenapadni Hrdinovia

« De jeunes Slovaques recueillent le témoignage de victimes du communisme »

« Depuis trois ans, en Slovaquie, des élèves de lycée âgés de 14 à 18 ans sont chargés d'aller à la rencontre d'une personne victime du communisme – un ancien dissident, prisonnier de conscience –, de recueillir son témoignage et de se documenter sur ce passé, en vue d'une présentation publique devant les médias. C'est une façon de montrer au grand public et à la nouvelle génération que notre passé communiste n'est pas abstrait, mais qu'il a touché concrètement des gens. Ceux-ci, le plus souvent, se réjouissent que des jeunes s'intéressent enfin à leur histoire et qu'elle ne reste pas, sinon, ignorée. Ce travail ouvre le chemin de la réconciliation.

Le passé communiste ne divise pas la société slovaque de façon dramatique. Les relations avec les Tchèques sont bonnes depuis la séparation de nos deux pays. En revanche, les Slovaques, dominés dans le passé par l'Empire austro-hongrois, se sentent aujourd'hui menacés lorsque la nation hongroise cherche à affirmer la solidité de son unité. »

RECUEILLI PAR SÉBASTIEN MAILLARD  
(à Varsovie)

NEVEN SIMAC, avocat croate

## Les plaies restent ouvertes en Bosnie

« La Bosnie concentre le problème des "deux poumons de l'Europe", selon l'expression de Jean-Paul II. Il y a conflit – et convivialité – entre catholiques, orthodoxes et musulmans, des sunnites monogames conscients de leur passé européen et chrétien. C'est un pays fragilisé par la guerre sanglante terrible qui s'y est déroulée, qui a connu des massacres, des camps de concentration, des viols de femmes mais aussi d'hommes. La Bosnie a connu les pires horreurs en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Le symbole de cette souffrance n'est pas seulement Sarajevo, assiégée pendant près de trois ans, mais aussi la ville de Mirac et le massacre de Srebrenica en 1995, où environ 8 000 hommes ont été tués sans que l'Europe réagisse. Les victimes

ont eu un sentiment d'abandon face à l'occupant. À la guerre s'est ajouté un conflit entre chrétiens et musulmans bosniaques, qui a envenimé des relations historiquement bonnes.

Les plaies restent aujourd'hui ouvertes, car le deuil n'a pas été vécu. Beaucoup de personnes ne savent pas où sont les restes des leurs, partis dans cette guerre, mais aussi, au-delà, dans toute la Yougoslavie, pendant le régime Tito, qui a fait éliminer plusieurs centaines de milliers d'opposants au sortir de la Seconde Guerre mondiale – ce que l'Europe ignore. Des frères, des femmes, des fils ne savent pas où ont disparu leurs proches en 1945, em-

**Ce qui manque aussi, c'est la demande essentielle de pardon.**

pêchant le deuil, qui est nécessaire pour sortir des conflits de mémoire. Je me souviens, tout enfant, à Split et à Zagreb (Croatie), d'avoir vu au cimetière des femmes planter leur cierge au hasard dans la pelouse, sans savoir si les leurs reposaient là. À Dubrovnik, on a récemment identifié des ossements, dont ceux de mon oncle, permettant à ma cousine d'enterrer son père soixante-six ans après sa mort.

L'initiative pour vivre ce deuil serait déjà de constater le nombre de victimes, à l'occasion des recensements. Mais la Croatie comme la Slovénie ont refusé de le faire et la Bosnie-Herzégovine agira sans doute de même, car les anciens communistes veulent à tout prix cacher les horreurs auxquelles leurs parents ont pris part. L'Europe non

plus ne veut pas établir la vérité des faits et le Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie n'est pas compétent pour cette période de notre histoire.

Ce qui manque aussi, c'est la demande essentielle de pardon, alors qu'il serait bon que de grands criminels sortent et reconnaissent leurs atrocités. Les réconciliations franco-allemande et germano-polonaise sont des exceptions et non une tendance européenne. L'hostilité entre la Hongrie et la Roumanie, entre la Hongrie et la Slovaquie sont des contre-exemples. Il y a aujourd'hui comme une fatigue du pardon public, mais il se produit dans le secret des villages. Qu'on le demande ou le reçoive, le pardon reste un acte personnel. »

RECUEILLI PAR S. M. (à Varsovie)

IAROSLAV HRYTSAK, professeur d'histoire moderne à l'Université catholique ukrainienne

## Pologne-Ukraine, une réconciliation à parfaire

Pour les tenants d'une lecture mythologique de l'histoire, la rivalité ukraino-polonaise remonte à 981, lorsque le prince Vladimir de Kiev a mené une expédition contre les Polonais. Beaucoup d'Ukrainiens et de Polonais croient ainsi que leur antagonisme est une histoire de plus de mille ans. Les racines de ce conflit puisent aussi dans le soulèvement cosaque ukrainien de 1648 qui a ruiné l'État polonais et permis l'émergence d'une nation ukrainienne moderne. Ces événements ont été réinterprétés en conflits nationaux au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, celui du nationalisme. C'est alors que la rivalité ukraino-polonaise a commencé à porter sur la revendication de mêmes territoires, ceux de l'actuelle Ukraine occidentale et centrale, avec ses villes de Lviv (Lwow en polonais) et Kiev. Ces territoires sont ensuite tombés dans le giron

des empires russe et austro-hongrois, donnant à la rivalité ukraino-polonaise une dimension géopolitique large dans toute l'Europe de l'Est. Au XX<sup>e</sup> siècle, la rivalité ukraino-polonaise a dégénéré en conflit sanglant, avec des vagues de nettoyage ethnique. Deux événements ont été en particulier marquants : le massacre anti-polonais perpétré par des nationalistes ukrainiens dans l'ouest de l'Ukraine en 1943 et le départ forcé d'Ukrainiens de leurs territoires vers la Pologne communiste d'après-guerre en 1947, connu sous le nom d'« opération Vistule ».

De nombreux efforts de réconciliation ont toutefois été entrepris lorsque tant les Polonais que les Ukrainiens ont vécu sous la domination soviétique. Des intellectuels ont appelé à revoir leurs relations. La plus importante contribution est venue d'un

éditeur émigré polonais établi à Paris, Jerzy Gedroic, avec son journal *Kultura*. Au début des années 1950, il a estimé que, pour un meilleur avenir, les Polonais devaient admettre que Lviv était une ville ukrainienne. À la chute de l'URSS, la Pologne a été la première à reconnaître l'indépendance de l'Ukraine et à se repentir officiellement pour l'opération Vistule.

Mais ces efforts de réconciliation sont restés limités aux élites. À l'échelle des sociétés, ce fut tout le contraire. Dans les manuels d'histoire ukrainiens, les Polonais étaient traités comme « ennemi historique ». Les Ukrainiens de Lviv ont protesté contre la reconstruction d'un cimetière militaire polonais. Côté polonais, de nombreux sondages des années 1990 montraient que les Ukrainiens gardaient une image très négative auprès des Polonais, pire que celle des

Russes ou des Allemands. Ces vifs ressentiments ont semblé mettre en péril tout effort de réconciliation. Ici aussi, l'intervention de figures intellectuelles, avec le soutien des hiérarchies catholiques polonaise et ukrainienne, est parvenue à infléchir la tendance. Ils ont multiplié les gestes forts. À Lviv, il ne subsiste plus de sentiment anti-polonais aujourd'hui.

La réconciliation est encore imparfaite et, comme pour tenir à vélo, il faut sans cesse pédaler pour ne pas tomber. D'autres gestes symboliques sont nécessaires. En particulier, à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire du massacre de 1943 l'an prochain. Dans l'immédiat, le championnat européen de football en 2012 autour d'un sport très populaire dans les deux pays devrait relancer le processus de réconciliation.

Traduit de l'anglais par S. M.